

Crédit agricole—Loi

moi, il serait plus avantageux pour le ministre des Finances de prélever 15 ou 18 p. 100 des bénéfices nets, soit un pourcentage déterminé. Je recommanderais particulièrement cette proposition pour ceux qui viennent des réserves indiennes ou qui s'adonnent à l'agriculture dans les réserves. Dans ma région, un agriculteur et ses associés ont économisé pendant dix ans dans une réserve indienne. Ils ont finalement réussi à mettre de côté \$10,000 et, en 1974, un prêt très important leur a été consenti; le ministre des Affaires indiennes s'est montré très généreux envers eux. Pourtant, le taux d'intérêt et le caractère stationnaire des recettes dans l'élevage pourraient avoir raison de cet homme et de cette femme d'ici deux ou trois ans. Cinq ou six autres familles des mêmes réserves s'efforcent d'économiser quelques dollars et pourraient aussi voir s'évanouir le rêve de leur vie. Je viens de parler de ma circonscription, mais je suis sûr que d'autres députés pourraient en dire autant sur les Indiens de leur région.

A mon avis, le ministre des Affaires indiennes et du Nord Canadien (M. Buchanan) et tous les fonctionnaires de son ministère qui sont toujours prêts à aider dans la mesure où ils sont au courant devraient s'intéresser à un régime de remboursement fondé sur une participation au profit. Ils n'ont pas besoin de s'inquiéter des stimulants; donnez à un gars 80 à 85 p. 100 du profit, il travaillera. Ces propositions méritent qu'on les examine et j'espère que d'autres suggestions, d'égal intérêt, viendront de ce côté de la Chambre. En conclusion, je veux dire que les modifications apportées par le bill C-34 sont bonnes. Je demande simplement que le ministre assiste à l'examen en comité sans aucun esprit partisan et essaie de les améliorer encore.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, l'atmosphère est particulièrement sympathique cet après-midi, nous en sommes presque au love-in. Un politicien à l'esprit partisan ne se sentirait certainement pas à son aise dans ce débat. Tout d'abord, je suis très heureux de constater que le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) a présenté le bill avec sa modestie et son humilité coutumières. Il a parlé avec sincérité et sans arrogance. D'emblée, je veux dire que les députés de mon parti et moi-même appuyons le bill dont nous sommes saisis aujourd'hui.

Une voix: Où sont les autres?

M. Nystrom: Stanley et moi-même avons la même opinion à ce sujet. Sérieusement, monsieur l'Orateur, nous pouvons examiner ce bill très rapidement. Nous appuyons les modifications, particulièrement celles qui concernent les prêts supplémentaires actuellement consentis aux jeunes agriculteurs. Elles sont utiles et, comme le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) le disait, nous aurions dû les adopter depuis longtemps. Un débat comme celui-ci nous permet de signaler à nouveau à tous les députés, surtout à ceux des régions rurales, que nous nous devons de montrer aux gens des régions urbaines à quel point il importe d'édifier l'agriculture sur des bases solides, surtout dans un pays comme le nôtre où l'agriculture est le fondement de l'économie.

Le Canada est un des rares pays qui accusent un excédent de denrées alimentaires, et nous devrions considérer comme une obligation morale de produire autant d'aliments que possible. C'est notre devoir envers l'humanité, surtout à une époque où tant de gens meurent de faim. La population s'accroît dans tous les pays, alors que la production agricole diminue, à cause de l'imprévoyance des hommes qui font de l'aménagement urbain en recouvrant

le sol arable et les terres fertiles de béton. Aussi le pays et nous, parlementaires, nous devons de songer avant tout à porter la production alimentaire au maximum, non seulement pour les Canadiens mais pour toute l'humanité.

● (1450)

Je tiens à faire bien comprendre au gouvernement que le seul moyen d'y arriver, c'est d'assurer aux agriculteurs une économie stable et des prix garantis, afin qu'ils sachent au printemps à quoi s'en tenir sur ce qui arrivera l'automne suivant. L'agriculteur, comme tout Canadien, est exposé à une foule de choses qui échappent à sa volonté. D'abord les conditions atmosphériques; ce n'est pas lui qui décide des chutes de pluie ou des gelées; il ne saurait déterminer la situation en Chine, en Union Soviétique ou ailleurs. Il est incapable de régir les marchés internationaux. Étant donné ces éléments aléatoires et inconnus, l'agriculteur a besoin que le gouvernement du Canada et les gouvernements provinciaux lui donnent autant de garanties qu'il lui est possible de réunir. Ces garanties doivent être dans l'ordre suivant. Premièrement, on doit lui garantir un prix pour son produit. C'est une nécessité fondamentale. Deuxièmement, et ici je ne suis pas d'accord avec les députés conservateurs notamment, des offices de commercialisation très puissants doivent exister afin que l'agriculteur ait une certaine influence sur le marché. L'office de commercialisation devrait rendre à l'agriculteur les mêmes services que le syndicat rend au travailleur, l'association professionnelle à l'avocat et au médecin, l'association des courtiers de placement à l'agent immobilier, et ainsi de suite. Il est nécessaire que l'agriculteur ait cette influence sur le marché et cet instrument pour négocier dans son meilleur intérêt futur. Cela n'est pas le cas dans la structure actuelle du marché.

Qu'on donne ces garanties à l'agriculteur et il produira des aliments et, s'il produit autant qu'il peut, le Canada pourra vraiment contribuer à soulager ceux qui souffrent de la faim dans le monde. Nous avons déjà eu le malheur de produire des excédents au Canada. Il y a quelques années, nous avons été scandalisés lorsque le gouvernement a payé les agriculteurs pour qu'ils arrêtent de produire du blé. Je pense que la plupart des députés se rendent compte maintenant que ce fut là une erreur. Au lieu de contribuer financièrement à la production de blé, ces fonds auraient dû servir à construire des installations d'entreposage dans notre pays. On aurait dû aussi les employer pour élaborer des programmes agricoles afin d'aider les agriculteurs à diversifier leur production. J'estime que nous avons fait une grave erreur quand nous avons payé les agriculteurs pour qu'ils ne produisent pas de blé.

L'automne dernier, nous avons été aux prises avec une autre sorte d'excédent, l'excédent d'œufs de l'Office canadien de commercialisation des œufs qui a soulevé une grande controverse. Nous n'aurions eu aucun excédent d'œufs dans notre pays si nous avions eu des installations d'entreposage et un système de livraison adéquats pour acheminer les œufs vers les pays qui en ont besoin. Nous aurions pu les réduire en poudre et les traiter pour l'entreposage afin de les donner dans le cadre de l'aide que nous offrons aux pays qui en ont besoin. Nous pouvons disposer de tous les excédents de denrées alimentaires que nous avons au Canada par l'entremise de l'aide à l'étranger, en établissant une banque mondiale d'aliments, une banque canadienne d'aliments, ou autre, pour nourrir les peuples affamés du monde. Ce devrait être notre objectif numéro 1. Nous devrions essayer de maximiser la production alimentaire au Canada non seulement pour affermir notre